Le CRDI Explore
LA VOIX DE LA RECHERCHE DU SUD

Vol. 21, No. 4 (janvier 1994)

ARGENTINS SANS-ABRI

par Marcela Tapia

L'urbanisation, l'organisation boiteuse du logement et une grave crise économique n'ont fait que multiplier le nombre d'Argentin à la recherche d'un logement ou d'une maison dans les villes du pays. En 1980, des sans-abri ont décidé d'occuper des immeubles vacants du centre de Buenos Aires. Et la squattérisation s'est répandue dans le pays.

Les sans-abri appartiennent à un large segment de la population. Pauvres, ces gens désirent résider dans des quartiers qui sont près des services publics et des emplois. « Un jour, les locataires n'étaient plus en mesure de payer le loyer, et ils se sont fait jeter à la rue », explique Ruben Gazvioli architecte à l'emploi de *Programa Habitat* (PROHA), organisme qui soutient les recherches et l'action en faveur du logement communautaire. « Ils ont donc été obligés d'occuper des immeubles, des maisons, des usines, des commerces et toutes sortes d'édifices à l'abandon, là où ils pouvaient trouver refuge. »

Mais quand ils découvrent les occupants illégaux, les propriétaires engagent des poursuites contre eux. Au bout de quelques mois, les délogés se retrouvent de nouveau à la rue, obligés de chercher refuge ailleurs. Ne pouvant déclarer de domicile fixe (ce qui est essentiel pour trouver du travail), ils sont alors happés dans une spirale souvent irréversible qui mène à la plus abjecte déchéance.

LA RECHERCHE DE STRATÉGIES

L'équipe du PROHA offre son soutien aux groupes communautaires dans divers domaines: droit et organisation, architecture et bâtiment et même levées de fonds. Tout en appuyant les diverses initiatives des personnes qui vivent dans des maisons et des hôtels de chambres, le PROHA milite en faveur d'une réforme de la législation qui gouverne ce sous-marché. Avec le soutien du CRDI, l'organisme tente de tracer de façon plus précise le profil de la population de ces maisons et de ces hôtels.

Les travaux en cours permettent également au PROHA d'analyser les stratégies collectives de résolution de problèmes qu'utilisent les personnes qui vivent dans ces lieux et de cerner celles qui fonctionnent le mieux. Cette conjugaison de recherche et d'action permet de définir plus nettement les politiques de logement et les stratégies de soutien aux changements mis en oeuvre par la communauté elle-même.

AU SERVICE DU QUARTIER

Les résultats de la recherche aident les organisations populaires à assumer un rôle de premier plan dans le processus du changement. La stratégie de participa tion de PROHA est claire: on n'est pas en train de créer un besoin, pas plus qu'on ne vend un serpe; on aide plutôt les groupes de quartiers à atteindre leurs propres objectifs. Dans cenains cas, ce soutien profite à des groupes qui entre prennent des projets, ambitieux, de squattérisation: « Certains occupent un lieu et puis ils essaient ensuite d'obtenir un statut légal en achetant la terre et en construisant des maisons », explique Gazzoli.

Dans d'autres cas, PROHA aide les gens à élaborer des stratégies innovas trices d'organisation âu niveau populaire. Ainsi, raconte Gazzoli, PROHA a travaillé avec des résidents de maisons et d'hôtels de chambres pour organiser des sorties de groupe: les locataires ont pu faire des achats collectifs au marché central, une activité qui leur a permis de se connaître et de créer un réseau de relations.

PROHA a joué un rôle dans l'organisation de la première maison de chambres autogérée de la ville. Des gens qui vivaient dans un hôtel se sont regroupés, ont formé une coopérative et ont loué un immeuble. La coopérative s'est dissoute au bout de deux ans, mais Gazzoli note que ceux qui ont participé à l'expérience la considèrent comme un succès et qu'ils recommenceraient si l'occasion se présentait.

LA CONFIANCE PAR L'ORGANISATION

« Par-dessus tout, nous faisons la promotion du concept d'organisation », déclare Gazzoli. C'est de cette façon que l'on aide les gens qui vivent dans des maisons et ou des hôtels de chambres à affirmer leur droit â un logement en région urbaine. Cette tâche requiert beaucoup de temps et d'effort, mais donne déjà des résultats.

Il aura fallu plusieurs années de travail pour former un comité temporaire de squatters. La ville de Buenos Aires, propriétaire de la plupart des maisons occupées, a elle-même accepté d'entamer des négociations en vue de légaliser la possession des maisons vacantes.

Ces négociations ont conduit non seulement à légaliser un état de fait, mais ont aussi permis la rénovation de l'ancien immeuble de l'organisme d'aide à (PADELAI), actuellement occupé par plus d'une centaine de familles: « Après plus de trois longues années de lutte, nous avons convaincu la ville d'ordonner le recyclage de l'immeuble et de consentir un prêt à la communauté pour effectuer des rénovations et créer des logements habitables pour les occupants en plus d'un espace commercial ouvert aux gens du quartier. On a ainsi réalisé un double objectif: fournir un logement aux habitants de l'immeuble et améliorer la vie de tout le quartier.

Le travail de PROHA en est un de longue haleine, celui de modifier les attiudes qui empêchent la classe ouvrière d'exercer ses droits à un logement décent. Cela revient à aider le grand public à mieux comprendre la complexité du problème du logement, et à ne plus l'associer au crime et à la délinquance. Cela représente un changement d'attitude à l'égard de la planification urbaine effectuée par le gouvernement.

LA VILLE VUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE

Prenant conscience du manque d'inrérêt manifesté par certains niveaux de gouvernement et d'une planification urbaine insuffisante, PROHA voudrait que l'on crée un comité consacré au problèmes du logement dans le grand Buenos Aires: « C'est le marché qui contrôle à présent la croissance de la métropole », affirme Gazzoli. « À notre avis, ce mécanisme n'est pas équitable puisqu'il exclut les pauvres qui, du fait qu'ils ne peuvent pas s'insérer dans le marché, doivent se débrouiller comme ils peuvent. Nous estimons qu'un nouveau modèle devra être élaboré dont le gouvernement sera aussi responsable. »

« Quel type de planification urbaine nous faut-il? » demande le chercheur? « Nous devons absolument envisager la ville du point de vue de la classe ouvrière, non seulement en ce qui concerne le droit des pauvres, mais aussi leur rôle. » Les pauvres n'ont-ils pas été les premiers à s'établir dans la ville? Ils ont assurément le droit de vivre ici, insiste Gazzoli. Et la ville a besoin d'eux.

Envisager la ville du point de vue de la classe ouvrière signifie qu'on doit la considérer non comme un produit, mais comme un projet social sur lequel on peut construire tout l'édifice urbain. C'est là une notion capitale pour les urbanistes à travers le monde.

Marcela Tapia en Argentine

RÉHABILITER LE CENTRE-VILLE

L'ancien orphelinat de PADELAI, dans le centre-ville de Buenos Aires, est un exemple parfait de la manière dont l'imagination, le dévouement et l'initiative communautaire peuvenr contribuer à résoudre la pénurie du logement. Envahi par des familles sans logement en 1984, cet énorme orphelinat, qui s'allonge sur trois quadrilatères, a été rénové: on a installé des cloisons pour créer des espaces habitables, des terrains de jeu et des laveries publiques.

L'orphelinat restauré n'est que l'une des 340 immeubles abandonnés dans le district de San Telmo de Buenos Aires, maintenant occupés par des squatters. Ruben Gazzoli, de l'organisme pour le logement PROHA, déclare que près de 15% des immeubles de Buenos Aires sont vacants et pourraient abriter jusqu'à 600 000 personnes.

Le nombre des habitants qui ne possèdent pas leur logement s'accroît constamment dans les zones urbaines d'Amérique latine. De plus en plus de gens ne peuvent plus permettre de vivre dans la banlieue éloignée où les coûts du transport en commun augmentent sans cesse, et où les services sont inadéquats, les emplois rares et les revenus très faibles.

Partout, en Amérique latine, le défi consiste à démontrer aux autorités locales qu'il est économique de préserver un nombre suffisant de logements à loyer abordable au centre-ville, aussi bien qu'à promouvoir d'autres formes de logement pour les non-propriétaires. Le recyclage des édifices urbains abandonnés au profit des citoyens qui en ont le plus besoin doit faire partie des grandes stratégies pour rendre la vie dans les villes efficace, durable et équitable.

***Luc Mougeot**, administrateur du programme d'aménagment de l'environnement urbain, CRDI*

Ruben Gazzoli
Program Habitat (PROHA)
Avenida San Matin 1932
Casilla Postal 1416
Buenos Aires, Argentine

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- Comment s'abonner
- De retour au Magazine *CRDI Explore*
- De retour au site du CRDI

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la rédaction d'Explore.